

BAROMETRE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

Mai 2013

■ ■ ■ Bilan cumulé des cinq premiers mois de 2013 : le nombre d'entreprises parisiennes en activité continue à augmenter par rapport à 2012, les immatriculations baissent de 7% sur cinq mois mais elles enregistrent néanmoins une légère progression pour le second mois consécutif. Par ailleurs : hausse des radiations (+25%), augmentation des procédures préventives (+22%), des ouvertures de sauvegarde, des redressements (+71%) et des liquidations judiciaires (+2%) ■ ■ ■

Inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris

362 549 entreprises en activité en mai 2013

Au 31 mai 2013, le stock d'entreprises actives enregistre une hausse de 1,5%, ce qui représente 5 166 entreprises supplémentaires en activité à Paris par rapport au 31 mai 2012.

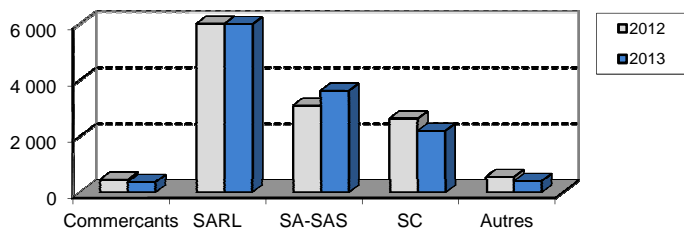
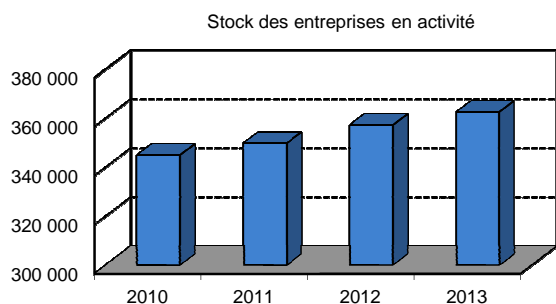
Immatriculations et radiations d'entreprises

Le registre du commerce et des sociétés de Paris enregistre l'immatriculation de 12 738 nouvelles entreprises en 2013, soit une diminution de 7% par rapport à 2012. En mai 2013 toutefois, les immatriculations progressent de 1,5% en comparaison avec mai 2012.

Les radiations sur déclaration du dirigeant et les radiations d'office par le greffier enregistrent une augmentation de 25%.

Typologie des dirigeants à la tête des nouvelles entreprises

76% des nouveaux dirigeants sont des hommes, 20% sont des femmes, 4% sont des personnes morales.



Statut juridique des entreprises commerciales immatriculées

77% des immatriculations concernent des entreprises commerciales. Sont notamment recensées : 48% de SARL, 28% de SAS et 1% de SA ; 3% sont des commerçants. Les sociétés civiles représentent 17% des nouvelles entreprises. Les autres statuts juridiques constituent 3% des immatriculations : sociétés en nom collectif, groupements, sociétés d'exercice libéral, coopératives, etc.

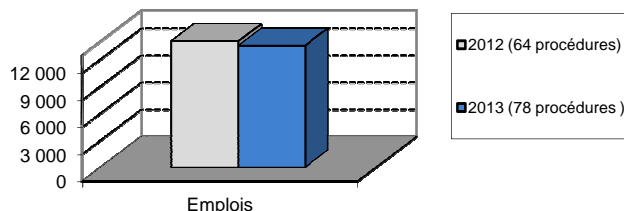
A noter : les créations de SAS gagnent près de 5 points en 2013, par rapport à la même période qu'en 2012

Prévention des entreprises en difficulté

Détection des difficultés : 1 412 dossiers d'entreprises en potentielle difficulté ont été ouverts en 2013, soit 60% de plus qu'en 2012.

Traitement préventif : 88 demandes de mandat ad hoc et de conciliation ont été présentées au tribunal en 2013, soit 26% de plus qu'en 2012. Ces demandes ont donné lieu à l'ouverture de 78 procédures en 2013, soit une hausse de 22% par rapport à 2012.

Emplois* concernés par les procédures ouvertes : 13 514 en 2013, soit 9% de moins qu'en 2012.



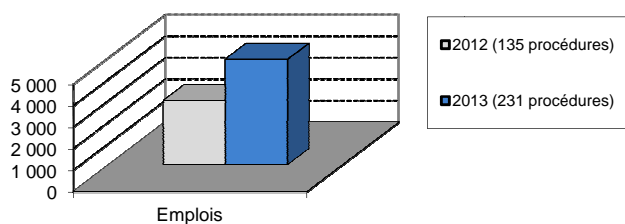
Procédures d'observation et de traitement des difficultés

Sauvegardes : 40 procédures de sauvegarde ont été ouvertes par le tribunal en 2013, contre 8 en 2012, soit cinq fois plus.

Redressements judiciaires : 191 procédures ont été ouvertes en 2013, à comparer aux 127 procédures ouvertes en 2012, soit 50% de plus.

Emplois* concernés : 4 910 salariés* en 2013, à comparer avec 2 990 salariés concernés en 2012, soit une hausse de 64%.

Plans en cours : 916 plans (sauvegarde, continuation ou cession) sont en cours d'exécution au 31 mai 2013.



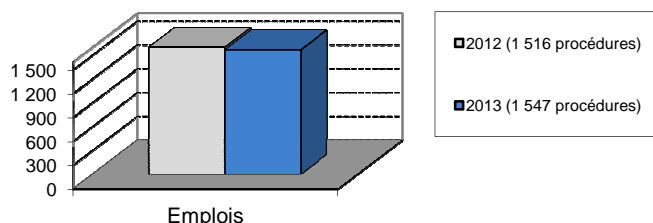
Liquidations judiciaires

Jugements d'ouverture : 1 547 jugements d'ouverture ont été prononcés par le tribunal en 2013, contre 1 516 en 2012, soit une augmentation de 2%.

Emplois* concernés : 1 570 salariés en 2013, à comparer avec 1 680 salariés concernés en 2012, soit une diminution de 7%.

Procédures en cours : 7 593 procédures sont en cours devant le tribunal au 31 mai 2013. 1 421 procédures ont été clôturées en 2013, soit une baisse de 12% par rapport à 2012.

Le taux de rotation des dossiers est de 26,7 mois (stock/clôtures).



* Il s'agit des emplois déclarés ou connus.

**Ce chiffre inclut les clôtures pour extinction du passif et celles pour insuffisance d'actif.